

# SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1998-1999

15 AVRIL 1999

**Projet de loi portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas relative à la modification de la frontière dans le canal de Terneuzen à Gand, et à l'Annexe, signés à Bruxelles le 6 janvier 1993**

## SOMMAIRE

|                                                                                                                                                           | Pages |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| Exposé des motifs . . . . .                                                                                                                               | 2     |
| Projet de loi . . . . .                                                                                                                                   | 5     |
| Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas relative à la modification de la frontière dans le canal de Terneuzen à Gand . . . . . | 6     |
| Avant-projet de loi . . . . .                                                                                                                             | 11    |
| Avis du Conseil d'État . . . . .                                                                                                                          | 12    |

# BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1998-1999

15 APRIL 1999

**Wetsontwerp houdende instemming met de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en het Koninkrijk der Nederlanden tot wijziging van de grens in het kanaal van Terneuzen naar Gent, en met de bijlage, ondertekend te Brussel op 6 januari 1993**

## INHOUD

|                                                                                                                                                        | Blz. |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| Memorie van toelichting . . . . .                                                                                                                      | 2    |
| Wetsontwerp . . . . .                                                                                                                                  | 5    |
| Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en het Koninkrijk der Nederlanden tot wijziging van de grens in het kanaal van Terneuzen naar Gent . . . . . | 6    |
| Voorontwerp van wet . . . . .                                                                                                                          | 11   |
| Advies van de Raad van State . . . . .                                                                                                                 | 12   |

## EXPOSÉ DES MOTIFS

### JUSTIFICATION DE CETTE CONVENTION INTERNATIONALE

À la suite de travaux effectués sur le canal de Terneuzen à Gand, prévus dans le Traité conclu le 20 juin 1960 relatif à l'amélioration du canal de Terneuzen à Gand et au règlement de quelques questions connexes, une situation nouvelle est advenue à l'endroit de la frontière entre la Belgique et les Pays-Bas qui rend une adaptation de ladite frontière souhaitable et nécessaire.

Pour rendre le port de Gand accessible aux navires de 60 000 tonnes, des travaux d'amélioration ont été effectués sur le canal de Terneuzen à Gand jusqu'en 1968. Le canal a été dévié à Zelzate sur une distance de 2 500 m.

À l'endroit où le canal dévié traverse la frontière, la frontière belgo-néerlandaise a un parcours très capricieux. C'est la conséquence des améliorations entreprises pendant les années 1900-1910. Auparavant, la frontière correspondait à l'axe de l'ancien canal. Du fait des améliorations effectuées sur la rive droite, la frontière n'épousait plus l'axe du canal actuel. Cette ligne frontière brisée ne peut être matérialisée dans le canal actuel.

Les bornes-frontières n<sup>os</sup> 308, 309 et 310 ont dû être enlevées pendant les travaux parce qu'elles se trouvaient sur le tracé des travaux.

Une commission bilatérale a été instituée pour l'enlèvement des bornes-frontières comme stipulé dans le «Règlement du 28 juin 1847 (annexe 1) pour l'entretien et la conservation des bornes de démarcation, plantées sur la frontière entre les Pays-Bas et la Belgique, en vertu de la convention de limites, passée à Maastricht le 8 août 1843».

La conservation de cette frontière capricieuse, difficilement matérialisable dans le canal, entraîne cependant des problèmes.

### DISCUSSION GÉNÉRALE DE LA CONVENTION

En 1966, l'ambassade du Royaume des Pays-Bas fait remarquer qu'à la suite des travaux entrepris au sud de Sas-de-Gand, il se formera une grande étendue d'eau où le marquage de la frontière existante entre les Pays-Bas et la Belgique sera impossible et que pour supprimer cet inconvénient, il est souhaitable que la frontière reçoive un tracé plus régulier. Une proposition pour un nouveau tracé de la frontière est jointe à cette correspondance.

## MEMORIE VAN TOELICHTING

### VERANTWOORDING VAN DEZE INTERNATIONALE OVEREENKOMST

Zoals voorzien in het op 20 juni 1960 tot stand gekomen verdrag betreffende de verbetering van het kanaal Gent-Terneuzen en de regeling van enige daarmee verband houdende aangelegenheden, werden aan dit kanaal werken uitgevoerd. Hierdoor is de verkeerssituatie op de grens tussen België en Nederland dermate gewijzigd dat een aanpassing van die grens wenselijk en voor de veiligheid zelfs noodzakelijk is.

Om de haven van Gent bereikbaar te maken voor schepen tot 60 000 ton werden immers tot 1968 verbeteringswerken uitgevoerd aan het kanaal Gent-Terneuzen. Het kanaal werd in Zelzate over een afstand van 2 500 m omgelegd.

Op de plaats waar het omgelegde kanaal de rijks-grens dwarst, verloopt de Belgisch-Nederlandse grens zeer grillig. Dit is het gevolg van in de jaren van 1900 tot 1910 uitgevoerde verbeteringswerken. Voordien viel de grens samen met de as van het oud kanaal. Door het uitvoeren van verbeteringswerken op de rechteroever viel de grens niet meer in de as van het huidige kanaal. Deze gebroken grenslijn kan niet gematerialiseerd worden in het huidige kanaal.

Tijdens de werken moesten de grenspalen nrs. 308, 309 en 310 weggenomen worden omdat zij in het tracé der werken vielen.

Voor het wegnemen van de grenspalen werd een bilaterale commissie opgericht, zoals bepaald in het reglement van 28 juni 1847 (bijlage 1) inzake het onderhoud en de instandhouding der grenspalen geplaatst op de grens tussen België en Nederland uit kracht van de grensovereenkomst gesloten te Maastricht den 8 Augustus 1843.

Het instandhouden van de grillige en in het kanaal niet materialiseerbare grens brengt echter problemen mee.

### ALGEMENE BESPREKING VAN DE OVEREENKOMST

In 1966 wijst de ambassade van het Koninkrijk der Nederlanden erop dat er tengevolge van de werken ten zuiden van Sas van Gent een groot wateroppervlak zal ontstaan waarop de bestaande grens tussen Nederland en België niet kan worden gemarkeerd en dat ter opheffing van dit bezwaar het aanbevolen is dat de grens een regelmatigere verloop krijgt. Daarbij werd een voorstel gedaan voor een nieuw grensverloop.

Parmi les avantages avancés par la proposition néerlandaise, citons: un régime de navigation plus efficace et une amélioration des activités douanières.

L'ambassade fait également remarquer qu'après l'exécution des travaux, il se formera une petite enclave néerlandaise qui n'est accessible que par la Belgique. La mise en œuvre de cette modification de frontière implique que les Pays-Bas céderont environ 1,50 ha et la Belgique environ 1,25 ha.

En 1968, sur la base de cette proposition pour une rectification de frontière, l'administration des Voies navigables soumet trois corrections à la discussion. Le fait qu'était octroyée à la Belgique une plus grande superficie de terrain que les Pays-Bas serait compensé par une autre rectification de frontière au Limbourg où les Pays-Bas recevraient une plus grande superficie que la Belgique.

Le 29 mai 1974, le ministère néerlandais des Affaires étrangères et du Commerce extérieur transmet pour avis à l'Administration des Voies navigables un projet «de convention relative à la modification de la frontière dans le canal de Terneuzen à Gand». Malgré une très longue concertation, cette proposition ne mène pourtant pas à un accord administratif entre les autorités belges et néerlandaises.

En 1983, la commission mixte «Concertation Gand-Terneuzen» inscrit la question de la rectification de la frontière dans le canal à l'ordre du jour et présente une nouvelle proposition. Au cours de discussions au niveau régional, la partie néerlandaise déclare que la rectification de frontière doit se faire de telle manière qu'aucun des deux pays ne perde une superficie de territoire ou d'eau.

Un projet est élaboré sur cette base qui rencontre l'assentiment des deux parties. Dans ce projet, 1,26 ha est transféré de la Belgique aux Pays-Bas et 1,26 ha des Pays-Bas à la Belgique.

La nouvelle frontière proposée est beaucoup plus simple et permet un contrôle efficace des travaux de dragage effectués à cet endroit et évite les problèmes de territoire dans le régime de navigation. La proposition est soumise à l'Administration centrale aux Pays-Bas et en Belgique.

Le 4 novembre 1986, le ministre des Travaux Publics est saisi d'une convention de rectification de frontière acceptée par les deux parties et dans laquelle celles-ci cèdent toutes les deux une superficie identique.

En juillet 1988, le ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au développement demande et reçoit l'approbation du projet de convention relative à la modification de la frontière dans le canal de Terneuzen à Gand de la part des instances ci-dessous:

— le ministre de l'Intérieur;

Als voordelen van het door Nederland gedane voorstel worden een doelmatiger scheepvaartregeling en het vergemakkelijken van douane-verrichtingen aangehaald.

Eveneens wordt opgemerkt dat na de uitvoering van de werken een kleine Nederlandse enclave zou ontstaan die over land enkel via België bereikbaar is. Het uitvoeren van deze grenswijziging houdt in dat Nederland ongeveer 1,50 ha zou afstaan en België ongeveer 1,25 ha.

Op basis van dit voorstel van grenswijziging stelt het bestuur der Waterwegen in 1968 drie correcties ter bespreking voor. Het feit dat België meer grondoppervlakte zou krijgen dan Nederland, zou worden gecompenseerd door een andere grenscorrectie in Limburg, waar Nederland per saldo meer oppervlakte zou bekomen dan België.

Op 29 mei 1974 bezorgt het Nederlandse ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel een ontwerp van «Overeenkomst tot wijziging van de grens in het kanaal van Terneuzen naar Gent» voor advies aan het bestuur der Waterwegen. Dit voorstel leidt echter niet tot een ambtelijk akkoord tussen de Belgische en de Nederlandse overheidsdiensten, ondanks een jarenlang overleg.

In de gemengde commissie «Werkoverleg Gent-Terneuzen» wordt het punt over deze grenscorrectie in 1983 weer op de agenda geplaatst en wordt een nieuw voorstel naar voren gebracht. Bij de bespreking op regionaal vlak, stelt men van Nederlandse zijde dat de grenscorrectie zo moet verlopen dat geen van beide landen grond- of wateroppervlakte zou verliezen.

Op basis hiervan wordt een ontwerp van verdrag uitgewerkt dat de goedkeuring heeft van beide partijen. Hierbij gaat 1,26 ha van België naar Nederland en 1,26 ha van Nederland naar België.

De voorgestelde nieuwe grens is veel eenvoudiger en laat een efficiënte controle toe op de baggerwerken die daar uitgevoerd worden en voorkomt territoriale problemen bij de scheepvaartregeling. Dit voorstel wordt bij het Nederlandse en Belgische hoofdbestuur ingediend.

Op 4 november 1986 wordt aan de minister van Openbare Werken een ontwerp van overeenkomst van grenscorrectie in het kanaal voorgelegd, aanvaard door beide ambtelijke delegaties, waarbij beide verdragspartijen eenzelfde oppervlakte inbrengen.

In juli 1988 wordt door de toenmalige minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking de goedkeuring gevraagd en gekregen van:

— de minister van Binnenlandse Zaken;

- le ministre des Communications;
- le ministre des Finances;
- le ministre des Affaires intérieures et de l'Aménagement du territoire de la Communauté flamande;
- le ministre des Relations extérieures de la Communauté flamande.

À la demande du ministère des Affaires étrangères, l'Administration des Voies navigables demande au Rijkswaterstaat, en décembre 1988, un exemplaire paraphé du projet de convention afin de pouvoir commencer le traitement du dossier. À la demande de l'Administration des Voies navigables, le Rijkswaterstaat fait savoir, le 16 janvier 1990, que la proposition des Pays-Bas sera transmise officiellement au Gouvernement belge. Ce qui est fait en 1992.

Le 6 janvier 1993, le ministre des Affaires étrangères de l'époque signe la Convention négociée par la Belgique, dont résulte une modification des limites de l'État, devant être consacrée par la loi visée aux articles 7 et 167, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de la Constitution habilitant le Roi à conclure un traité de frontières.

Les membres de la Commission technique de l'Escaut — tant flamands que néerlandais — insistent depuis lors sur une ratification rapide de la Convention. Les autorités frontalières concernées, ainsi que les usagers du Canal sont en effet concernés par l'entrée en vigueur du présent traité frontalier.

Bruxelles,

*Le ministre des Affaires étrangères,*

Erik DERYCKE.

*Le ministre de l'Intérieur,*

Luc VAN DEN BOSSCHE.

*Le ministre des Transports,*

Michel DAERDEN.

*Le ministre des Finances,*

Jean-Jacques VISEUR.

- de minister van Verkeerswezen;
- de minister van Financiën;
- de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ruimtelijke Ordening;
- de Vlaamse minister van Buitenlands Beleid.

Op verzoek van het ministerie van Buitenlandse Zaken vraagt het bestuur der Waterwegen in december 1988 aan Rijkswaterstaat een geparafeerd exemplaar van de ontwerpovereenkomst, om tot de afhandeling van het dossier te kunnen overgaan. Op vraag van het bestuur der Waterwegen meldt Rijkswaterstaat op 16 januari 1990 dat het Nederlandse voorstel officieel naar de Belgische regering zal verzonden worden. Dit is in 1992 gebeurd.

Op 6 januari 1993 wordt de onderhandelde Overeenkomst voor België ondertekend door de toenmalige minister van Buitenlandse Zaken met een wijziging van de landsgrenzen tot gevolg. Deze wijziging kan slechts doorgevoerd worden krachtens de in de artikelen 7 en 167, § 1, derde lid, van de Grondwet bedoelde wet waarbij de Koning gemachtigd wordt om een grensverdrag te sluiten.

Zowel de Vlaamse als de Nederlandse leden van de Technische Scheldecommissie dringen sindsdien sterk aan op een spoedige ratificering van de Overeenkomst. De betrokken overheden aan de grens en de gebruikers van het kanaal zijn inderdaad gebaat bij de inwerkingtreding van het voorliggende grensverdrag.

Brussel,

*De minister van Buitenlandse Zaken,*

Erik DERYCKE.

*De minister van Binnenlandse Zaken,*

Luc VAN DEN BOSSCHE.

*De minister van Vervoer,*

Michel DAERDEN.

*De minister van Financiën,*

Jean-Jacques VISEUR.

**PROJET DE LOI**

ALBERT II,

Roi des Belges,

*À tous, présents et à venir,*  
SALUT.

Sur la proposition de Notre ministre des Affaires étrangères, de Notre ministre de l'Intérieur, de Notre ministre des Transports et de Notre ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS:

Notre ministre des Affaires étrangères, Notre ministre de l'Intérieur, Notre ministre des Transports et Notre ministre des Finances sont chargés de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives et de déposer au Sénat, le projet de loi dont la teneur suit:

Article 1<sup>er</sup>

La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2

La Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas relative à la modification de la frontière dans le canal de Terneuzen à Gand, et l'Annexe, signés à Bruxelles le 6 janvier 1993, sortiront leur plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 11 avril 1999.

ALBERT.

Par le Roi:

*Le ministre des Affaires étrangères,*

Erik DERYCKE.

*Le ministre de l'Intérieur,*

Luc VAN DEN BOSSCHE.

*Le ministre des Transports,*

Michel DAERDEN.

*Le ministre des Finances,*

Jean-Jacques VISEUR.

**WETSONTWERP**

ALBERT II,

Koning der Belgen,

*Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,*  
ONZE GROET.

Op de voordracht van Onze minister van Buitenlandse Zaken, van Onze minister van Binnenlandse Zaken, van Onze minister van Vervoer en van Onze minister van Financiën,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ:

Onze minister van Buitenlandse Zaken, Onze minister van Binnenlandse Zaken, Onze minister van Vervoer en Onze minister van Financiën zijn gelast het ontwerp van wet, waarvan de tekst hierna volgt, in Onze naam aan de Wetgevende Kamers voor te leggen en bij de Senaat in te dienen:

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2

De Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en het Koninkrijk der Nederlanden tot wijziging van de grens in het kanaal van Terneuzen naar Gent, en de Bijlage, ondertekend te Brussel op 6 januari 1993, zullen volkomen uitwerking hebben.

Gegeven te Brussel, 11 april 1999.

ALBERT.

Van Koningswege:

*De minister van Buitenlandse Zaken,*

Erik DERYCKE.

*De minister van Binnenlandse Zaken,*

Luc VAN DEN BOSSCHE.

*De minister van Vervoer,*

Michel DAERDEN.

*De minister van Financiën,*

Jean-Jacques VISEUR.

**CONVENTION****entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas relative à la modification de la frontière dans le canal de Terneuzen à Gand**

Le Gouvernement du Royaume de Belgique

et

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas,

Considérant que les travaux, prévus dans le Traité signé à Bruxelles le 20 juin 1960 entre les deux États, au sujet de l'amélioration du canal de Terneuzen à Gand et du règlement de quelques questions connexes, sont terminés;

Désireux d'adapter la frontière entre les deux États à la situation nouvelle résultant des travaux visés ci-dessus;

Vu la Convention de limites entre la Belgique et les Pays-Bas, signée à Maastricht le 8 août 1843;

Sont convenus de ce qui suit :

**Article 1**

Au moment de l'entrée en vigueur de la présente Convention, la frontière entre la Belgique et les Pays-Bas, à l'endroit où celle-ci est traversée par le canal de Terneuzen à Gand, sera modifiée conformément aux articles ci-dessous.

**Article 2**

La nouvelle frontière entre les deux États réunira successivement, et chaque fois sur la distance la plus courte, les points A, B, C et D mentionnés ci-dessous.

Le point A est un point situé sur la frontière existante; il est défini par les coordonnées suivantes :

Système national néerlandais de triangulation

X : 44406.550

Y : 359403.730

Système Lambert belge

X : 110562.008

Y : 211624.528

Le point B est défini par les coordonnées suivantes :

Système national néerlandais de triangulation

X : 44384.777

Y : 359401.087

Système Lambert belge

X : 110540.275

Y : 211621.579

Le point C est défini par les coordonnées suivantes :

Système national néerlandais de triangulation

X : 44443.213

Y : 359056.880

**OVEREENKOMST****tussen het Koninkrijk België en het Koninkrijk der Nederlanden tot wijziging van de grens in het kanaal van Terneuzen naar Gent**

De Regering van het Koninkrijk België

en

De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden,

Overwegende dat de werken voorzien in het op 20 juni 1960 te Brussel tot stand gekomen Verdrag tussen beide Staten betreffende de verbetering van het Kanaal van Terneuzen naar Gent en de regeling van enige daarmede verband houdende aangelegenheden zijn voltooid;

Verlangende de grens tussen beide Staten aan te passen aan de als gevolg van bovengenoemde werkzaamheden gewijzigde situatie;

Gelet op de op 8 augustus 1843 te Maastricht gesloten «Overeenkomst tussen de Nederlanden en België betreffende de grensscheiding tussen de beide Rijken»;

Zijn als volgt overeengekomen :

**Artikel 1**

De grens tussen Nederland en België, ter plaatse waar deze wordt doorsneden door het Kanaal van Terneuzen naar Gent, wordt gelijktijdig met de inwerkingtreding van deze Overeenkomst gewijzigd overeenkomstig de volgende artikelen.

**Artikel 2**

De nieuwe grens tussen de beide Staten verbindt achtereenvolgens, en telkens over de kortste afstand, de hieronder aangegeven punten A, B, C en D.

Punt A is een punt op de bestaande grens en heeft de volgende coördinaten :

Nederlands stelsel van Rijksdriehoeksmeting

X : 44406.550

Y : 359403.730

Belgisch Lambert stelsel

X : 110562.008

Y : 211624.528

Punt B heeft de volgende coördinaten :

Nederlands stelsel van Rijksdriehoeksmeting

X : 44384.777

Y : 359401.087

Belgisch Lambert stelsel

X : 110540.275

Y : 211621.579

Punt C heeft de volgende coördinaten :

Nederlands stelsel van Rijksdriehoeksmeting

X : 44443.213

Y : 359056.880

Système Lambert belge

X: 110603.554

Y: 211278.241

Le point D est un point situé sur la frontière existante; il est défini par les coordonnées suivantes :

Système national néerlandais de triangulation

X: 44165.551

Y: 359113.887

Système Lambert belge

X: 110325.126

Y: 211331.327

Dans le cas où les mesures effectuées selon le système national néerlandais de triangulation et selon le système Lambert belge donneraient un résultat différent, la mesure effectuée selon le système national néerlandais de triangulation prévaudra.

### Article 3

Pour plus de clarté, la ligne frontière modifiée est dessinée sur la carte qui constitue l'Annexe de la présente Convention.

### Article 4

1. La commission de la frontière sera, à la diligence du Commissaire de la Reine en Province de Zélande et du Gouverneur de la Province de Flandre orientale, chargée de la délimitation de la frontière.

2. La commission de la frontière mettra en place les bornes-frontières et les bornes-frontières auxiliaires qu'elle estime nécessaires pour que le tracé de la frontière soit identifiable. Les bornes seront numérotées en tenant compte de la numérotation existante.

3. En vue de ces activités, la commission se verra adjoindre les bourgmestres des communes concernées ou leurs représentants. L'adjonction de ces membres supplémentaires transformera temporairement la commission des frontières en commission *ad hoc*.

4. La commission *ad hoc* rédigera un procès-verbal de ses activités en huit exemplaires originaux, destinés respectivement, dans chacun des deux pays, au Ministère des Affaires étrangères, au cadastre, à la province et à la commune concernée.

### Article 5

Le Royaume des Pays-Bas renoncera à ses droits en ce qui concerne le territoire qui appartenait aux Pays-Bas et qui appartiendra à la Belgique du fait de la modification de la frontière. Le Royaume de Belgique renoncera à ses droits en ce qui concerne le territoire qui appartenait à la Belgique et qui appartiendra au Pays-Bas du fait de la modification de la frontière.

### Article 6

La Convention entrera en vigueur à la date où les deux gouvernements se seront notifié l'accomplissement des formalités constitutionnelles requises dans leurs pays respectifs.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment mandatés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Belgisch Lambert stelsel

X: 110603.554

Y: 211278.241

Punt D is een punt op de bestaande grens en heeft de volgende coördinaten:

Nederlands stelsel van Rijksdriehoeksmeting

X: 44165.551

Y: 359113.887

Belgisch Lambert stelsel

X: 110325.126

Y: 211331.327

In geval de metingen naar het Nederlands stelsel van Rijksdriehoeksmeting en naar het Belgisch Lambert stelsel een verschillend eindresultaat opleveren, is de meting naar het Nederlandse stelsel van Rijksdriehoeksmeting doorslaggevend.

### Artikel 3

De grenslijn, zoals gewijzigd, is ter verduidelijking ingetekend op de als Bijlage bij deze Overeenkomst behorende kaart.

### Artikel 4

1. Door de zorg van de Commissaris van de Koningin in de Provincie Zeeland en de Gouverneur van de Provincie Oost-Vlaanderen wordt de grenscommissie belast met de grensafbakening.

2. De grenscommissie draagt zorg voor zodanige op het land te plaatsen grenspalen en hulpgrenspalen als zij voor de herkenbaarheid van het grensverloop wenselijk acht. De palen worden genummerd met in achtneming van de bestaande nummering.

3. De commissie wordt ter uitoefening van haar werkzaamheden uitgebreid met de burgemeesters van de betrokken gemeenten of hun plaatsvervangers. Door toevoeging van deze leden wordt de grenscommissie tijdelijk omgevormd tot een commissie *ad hoc*.

4. Van de door haar verrichte werkzaamheden maakt de commissie *ad hoc* een proces-verbaal op in achtvoudig origineel. Deze zijn aan Nederlandse en Belgische zijde bestemd voor het Ministerie van Buitenlandse Zaken, het Kadaster, de Provincie en de betreffende Gemeente.

### Artikel 5

Het Koninkrijk der Nederlanden doet afstand van zijn rechten met betrekking tot het gebied dat tot Nederland behoorde en dat krachtens de grenswijziging tot België behoort. Het koninkrijk België doet afstand van zijn rechten met betrekking tot het gebied dat tot België behoorde en dat krachtens de grenswijziging tot Nederland behoort.

### Artikel 6

De Overeenkomst treedt in werking op de dag waarop de beide Regeringen elkaar hebben medegedeeld, dat aan de in hun land geldende grondwettelijke vereisten is voldaan.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

Fait en deux exemplaires, à Bruxelles, le 6 janvier 1993, en langues française et néerlandaise, les deux textes faisant également foi.

***Pour le gouvernement du Royaume de Belgique :***

W. CLAES,

*Ministre des Affaires étrangères*

***Pour le gouvernement du Royaume des Pays-Bas :***

Jhr. Mr. H.J.M. van NISPEN tot SEVENAER,

*Ambassadeur*

Gedaan in twee exemplaren te Brussel, op 6 januari 1993, in de Nederlandse en de Franse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk rechtsgeldig.

***Voor de Regering van het Koninkrijk België :***

W. CLAES,

*Minister van Buitenlandse Zaken*

***Voor de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden :***

Jhr. Mr. H.J.M. van NISPEN tot SEVENAER,

*Ambassadeur*

**RÈGLEMENT**

**pour l'entretien et la conservation des bornes de démarcation, plantées sur la frontière entre les Pays-Bas et la Belgique, en vertu de la convention de limites, passée à Maastricht le 8 août 1843**

Les soussignés commissaires, délégués par leurs gouvernements respectifs, pour régler le mode d'entretien et de conservation des signes distinctifs de démarcation entre les deux États, sont convenus des stipulations suivantes.

**Article 1<sup>er</sup>**

Les autorités locales des communes limitrophes feront vérifier, chaque année à l'époque du printemps, les bornes placées sur la limite, afin de s'assurer si elles sont en bon état. En cas de détérioration ou de déplacement, il en sera dressé procès-verbal en double expédition.

**Article 2**

Ces expéditions seront envoyées sans délai, au gouverneur de la province, qui perscrira les mesures nécessaires pour faire poursuivre s'il y a lieu, les auteurs des dégradations.

**Article 3**

Les gouverneurs des provinces auxquelles appartiennent les communes où les accidents auront eu lieu, se communiqueront réciproquement une expédition du procès-verbal.

**Article 4**

Si les dégradations ne sont pas considérables et ne nécessitent pas des réparations immédiates, il n'y sera procédé que tous les trois ans, et pour autant qu'il y ait lieu. Dans le cas d'urgence les gouverneurs s'entendront pour les faire exécuter le plus tôt possible.

Les réparations immédiates ne se feront que lorsque les dégradations seront de nature à enlever aux bornes leur caractère, ou à déterminer leur destruction.

**Article 5**

Les gouverneurs apprécieront s'il est nécessaire de procéder par adjudication publique; dans ce cas ils s'entendront pour dresser les cahiers des charges des réparations à effectuer et des fournitures éventuelles qui peuvent en résulter.

Si les frais nécessités par les réparations se sont pas assez élevés pour exiger une adjudication publique, ils arrêteront de commun accord, le mode d'après lequel ces réparations seront exécutées.

Les adjudications publiques, s'il y a lieu, se feront alternativement dans l'un ou l'autre État, aux chefs-lieux des provinces limitrophes.

(Vertaling.)

**REGLEMENT**

**Voor het onderhoud en de instandhouding der grenspalen, geplaatst op het frontier tusschen de Nederlanden en België, uit kracht der grens-overeenkomst, gesloten te Maastricht den 8e augustus 1843**

De ondergeteekende commissarissen, door hunne wederzijdsche gouvernementen belast met de regeling der wijze van onderhoud en instandhouding der kenteekenen van grensscheiding tusschen de twee Staten, zijn omtrent de volgende bepalingen overeengekomen.

**Artikel 1**

De plaatselijke besturen der aangrenzende gemeenten, zullen in de lente van elk jaar, de op de grens geplaatste palen doen nagaan, ten einde zich te verzekeren dat ze in goeden staat zijn. Ingeval van beschadiging of verplaatsing, zal er een proces-verbaal in duplo van worden opgemaakt.

**Artikel 2**

Die stukken zullen, zonder verwijl, aan den gouverneur der provincie worden opgezonden, die de noodige maatregelen zal voorschrijven, om, des vereischt, degenen, die zich aan zoodanige beschadiging hebben schuldig gemaakt te doen vervolgen.

**Artikel 3**

De gouverneurs der provincien, tot welke de gemeenten behoren, waarin de voorvallen hebben plaats gehad, zullen elkander over en weer eene expeditie van het proces-verbaal mededeelen.

**Artikel 4**

Indien de beschadigingen niet aanzienlijk zijn en geen onmiddellijk herstel vereischen, zal men daartoe slechts om de drie jaren overgaan, en voor zoo verre zulks noodzakelijk zij. Ingeval van dringende noodzakelijkheid, zullen de gouverneurs zich onderling verstaan, ten einde er zoodra mogelijk in voorzien worde.

De onmiddellijke herstellingen zullen slechts dan worden gedaan, wanneer de beschadigingen van dien aard aard zijn, dat zij de grenspalen van hun kenmerk beroven of hunne vernietiging kunnen doen voorzien.

**Artikel 5**

De gouverneurs zullen beoordeelen of het noodzakelijk zij door middel van openbare aanbestedingen te werk te gaan; in dat geval zullen zij zich onderling verstaan, wegens het opmaken der bestekken van de te doene herstellingen en van de leverantien, die daaruit mogten voortspruiten.

Indien de kosten, door herstellingen te veroorzaken, niet hoog genoeg loopen om eene openbare aanbesteding te vereischen, zullen gezegde gouverneurs in gemeenschappelijk overleg, de wijze bepalen, volgens welke die herstellingen gedaan zullen worden.

De openbare aanbestedingen, indien ze noodzakelijk zijn, zullen beurtelings in den eenen en in den anderen Staat geschieden, in de hoofdplaatsen der aangrenzende provincien.

## Article 6

Les frais de réparation ou de renouvellement de bornes tomberont, par parts égales, à la charge des deux États, quelle que soit d'ailleurs la cause des accidents survenus.

## Article 7

Lorsque les bornes devront être replacées, les gouverneurs des deux États requerront la présence simultanée sur les lieux, des bourgmestres des communes intéressées, ainsi que celle des ingénieurs-vérificateurs du cadastre ou de leurs délégués, afin que le placement soit conforme en tous points aux indications des procès-verbaux descriptifs de délimitation et des cartes de limite déposés dans les archives des communes.

À cet effet les gouverneurs s'entendront pour fixer l'époque de la réunion des fonctionnaires susmentionnés.

## Article 8

La première réparation aura lieu dans le courant de l'année mil huit cent quarante huit.

## Article 9

Les premières adjudications pour les réparations des bornes auront lieu, pour la partie de la frontière comprise entre la Prusse et l'Escaut, à Maastricht et à Bois-le-Duc, et pour celle qui s'étend depuis l'Escaut jusqu'à la mer, à Gand et à Bruges.

## Article 10

Si une convention intervenait relativement à la lacune qui existe dans l'abornement de la frontière des deux États, et qu'à la suite de cette convention un abornement supplémentaire fut arrêté, les premières réparations se feraient par les soins des commissaires qui seront chargés de cette opération, et l'époque des premières adjudications, dont il est fait mention aux articles 8 et 9 du présent règlement, serait remise, s'il y avait lieu, à l'année mil huit cent cinquante un.

## Article 11

Les gouverneurs des provinces limitrophes des deux États entreront directement en relations entre eux, pour tout ce qui concerne les prescriptions du présent règlement.

Ainsi fait et passé en double expédition, à Anvers, le vingt huit Juin, mil huit cent quarante sept.

*Le Commissaire néerlandais,*  
VAN HOOFF.

*Le Commissaire belge,*  
B. JOLLY.

## Artikel 6

De kosten van herstel of vernieuwing der palen, zullen, in gelijke deelen, ten laste der twee Staten komen, om het even, welke de oorzaak zij van het voorgevallene.

## Artikel 7

Wanneer de grenspalen op nieuw zullen moeten geplaatst worden, zullen de gouverneurs der twee Staten de gelijktijdige tegenwoordigheid op de plaats, van de burgemeesters der belanghebbende gemeenten bevelen, als ook die van de ingenieurs-verificateurs van het kadaster, of van hunne gemagtigden, op dat de plaatsing in alle opzigten overeenkomstig zij met de opgaven van de beschrijvende processen-verbaal der grensscheiding, en met de grenskaarten, in de archieven der gemeenten berustende.

Te dien einde zullen de gouverneurs zich onderling verstaan om het tijdstip der bijeenkomst van de bovengenoemde ambtenaren te bepalen.

## Artikel 8

De eerste herstelling zal plaats grijpen in den loop van het jaar een duizend acht honderd acht en veertig.

## Artikel 9

De eerste aanbestedingen voor de herstellingen der grenspalen zullen plaats hebben te Maastricht en te 's Hertogenbosch, voor het gedeelte der grens, begrepen tusschen Pruissen en de Schelde, en te Gent en te Brugge, voor dat, hetwelk zich uitstrekt van de Schelde tot aan de zee.

## Artikel 10

Bijaldien eene overeenkomst gesloten wierd, betreffende de gaping die er bestaat in de afpaling der grenzen tusschen de twee Staten, en dat, ten gevolge dier overeenkomst, eene aanvullende plaatsing van grenspalen wierd vastgesteld, zoo zouden de eerste herstellingen geschieden door de zorg der commissarissen, die met deze werkzaamheid zullen belast zijn; en het tijdstip der eerste aanbestedingen, waarvan melding is gemaakt in de artikelen 8 en 9 van het tegenwoordig reglement, zoude, des vereischt, tot het jaar een duizend acht honderd een en vijftig worden uitgesteld.

## Artikel 11

De gouverneurs der aangrenzende provincien van de twee Staten zullen regtstreeks met elkander in betrekking treden, omtrent alles wat de voorschriften van het tegenwoordig reglement aangaat.

Aldus gedaan en vastgesteld, in dubbele expeditie, te Antwerpen, den acht en twintigsten Junij, een duizend acht honderd zeven en veertig.

*De Nederlandsche Commissaris,*  
VAN HOOFF.

*De Belgische Commissaris,*  
B. JOLLY.

**AVANT-PROJET DE LOI SOUMIS  
AU CONSEIL D'ÉTAT**

—

**Avant-projet de loi portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas relative à la modification de la frontière dans le canal de Terneuzen à Gand, signé à Bruxelles le 6 janvier 1993**

Article 1<sup>er</sup>

La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2

La Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas relative à la modification de la frontière dans le canal de Terneuzen à Gand, et l'Annexe signé à Bruxelles le 6 janvier 1993, sortiront leur plein et entier effet.

**VOORONTWERP VAN WET VOORGELEGD  
AAN DE RAAD VAN STATE**

—

**Voorontwerp van wet houdende instemming met de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en het Koninkrijk der Nederlanden tot wijziging van de grens in het kanaal van Terneuzen naar Gent, ondertekend te Brussel op 6 januari 1993**

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid bedoeld als in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2

De Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en het Koninkrijk der Nederlanden tot wijziging van de grens in het kanaal van Terneuzen naar Gent, en de Bijlage, ondertekend te Brussel op 6 januari 1993, zullen volkomen uitwerking hebben.

## AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le ministre des Affaires étrangères, le 7 décembre 1998, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi «portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas relative à la modification de la frontière dans le canal de Terneuzen à Gand, signée à Bruxelles le 6 janvier 1993», a donné le 13 janvier 1999 l'avis suivant:

Il serait souhaitable que l'exposé des motifs fasse mention de la loi visée aux articles 7 et 167, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de la Constitution habilitant le Roi à conclure un traité de frontières.

Pour le surplus il convient de relever que, conformément à l'usage, il y a lieu de porter également assentiment à l'annexe à la Convention. L'intitulé de l'avant-projet de loi et son article 2 seront adaptés en conséquence.

La chambre était composée de:

M. R. ANDERSEN, président de chambre;

MM. C. WETTINCK et P. LIENARDY, conseillers d'État;

MM. F. DELPEREE et J.-M. FAVRESSE, assesseurs de la section de législation;

Mme M. PROOST, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été rédigé par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. A. LEFEBVRE, référendaire adjoint.

*Le greffier,*

M. PROOST.

*Le président,*

R. ANDERSEN.

## ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 7 december 1998 door de minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet «houdende instemming met de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en het Koninkrijk der Nederlanden tot wijziging van de grens in het kanaal van Terneuzen naar Gent, ondertekend te Brussel op 6 januari 1993», heeft op 13 januari 1999 het volgende advies gegeven:

Het is wenselijk om in de memorie van toelichting melding te maken van de in de artikelen 7 en 167, § 1, derde lid, van de Grondwet bedoelde wet waarbij de Koning gemachtigd wordt om een grensverdrag te sluiten.

Voor het overige zij opgemerkt dat, overeenkomstig het gebruik, eveneens met de bijlage bij de Overeenkomst instemming moet worden betuigd. Het opschrift van het voorontwerp van wet en artikel 2 ervan behoren dientengevolge te worden aangepast.

De kamer was samengesteld uit:

De heer R. ANDERSEN, kamervoorzitter;

De heren C. WETTINCK en P. LIENARDY, staatsraden;

De heren F. DELPEREE en J.-M. FAVRESSE, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevrouw M. PROOST, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer R. ANDERSEN.

Het verslag werd opgesteld door de heer J. REGNIER, eerste auditeur-afdelingshoofd. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer A. LEFEBVRE, adjunct-referendaris.

*De griffier,*

M. PROOST.

*De voorzitter,*

R. ANDERSEN.